



## DES ENJEUX CONTRASTÉS

**Le début de l'année 2015 aura révélé un monde multipolaire dans lequel la France est en recherche de sécurité, de stabilité et de certitudes et, dans ce contexte, les principaux constats effectués dans le rapport annuel de 2014 demeurent :**

- une croissance atone, entretenue par des politiques de rigueur qui, menées dans tous les pays européens, conduisent à la stagnation économique, alors même que les banques centrales alimentent les marchés de capitaux en liquidités à des taux voisins de zéro et dans des quantités sans précédent en temps de paix ;
- une impuissance des politiques publiques à lutter efficacement contre le chômage ;
- un risque persistant de déflation ;
- un sentiment d'effritement de la cohésion sociale, se traduisant notamment par le malaise des classes moyennes et l'accroissement des inégalités ;
- des défis écologiques colossaux, que mettra en lumière la conférence des parties signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de la fin de l'année.

Ces fragilités ne rendent que plus impressionnant le mouvement qui a émergé après les tragiques événements de janvier, et qui, avec le recul, doit aussi s'analyser en un désir de vivre au sein d'une société apaisée, et dans un sursaut visant à exorciser les thèses des déclinistes et le pessimisme ambiant. Mais il ne doit pas non plus faire oublier que, dans les territoires de la République, des populations ne se sont pas reconnues dans ce sursaut.

Cependant, dans un contexte marqué par des débats sur la stagnation séculaire, qui tendent à amoindrir le volontarisme de la nation, ou sur la désillusion vis-à-vis du politique et la montée des individualismes, le mouvement du 11 janvier en France, comme les résultats des élections législatives en Grèce, marquent, à des degrés divers bien sûr, une volonté renouvelée des citoyens pour prendre en main leur destin autour de valeurs fondamentales qu'ils sont prêts à défendre. C'est ce sursaut citoyen et solidaire qui peut servir de boussole pour les choix économiques et politiques qui semblent inéluctables en cette année 2015.

## LA REPRISE SE DESSINE, LE CHÔMAGE PERSISTE, LA DÉFLATION SEMBLE S'ÉLOIGNER

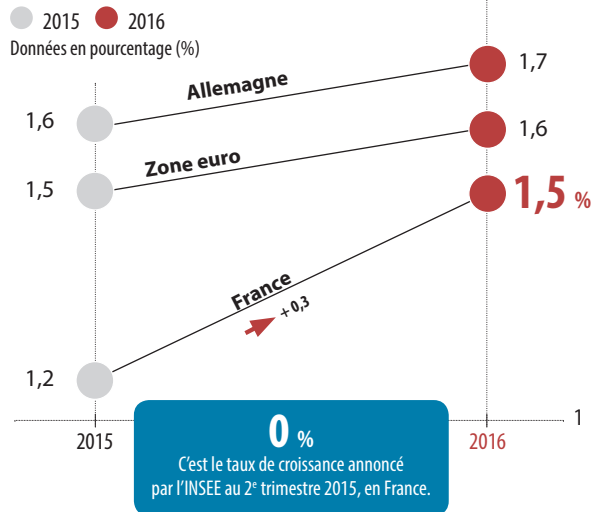
Un prix du pétrole bas, un taux de change euro-dollar favorable et un taux d'intérêt très bas contribuent à soutenir le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises. Le principal risque réside dans le ralentissement chinois, principal moteur de la croissance mondiale.

Le chômage se situe en France à des niveaux très élevés : les jeunes, les chômeurs de longue durée sont les plus durement touchés. Le ralentissement de la croissance dans les pays développés et l'impuissance des politiques publiques à résoudre le problème devraient conduire à réfléchir à des modèles différents.

Le risque de déflation ne peut être exclu même si la politique de rachat massif de titres publics engagée par la BCE entend l'endiguer.

### ZONE EURO : UNE CROISSANCE TIMIDE

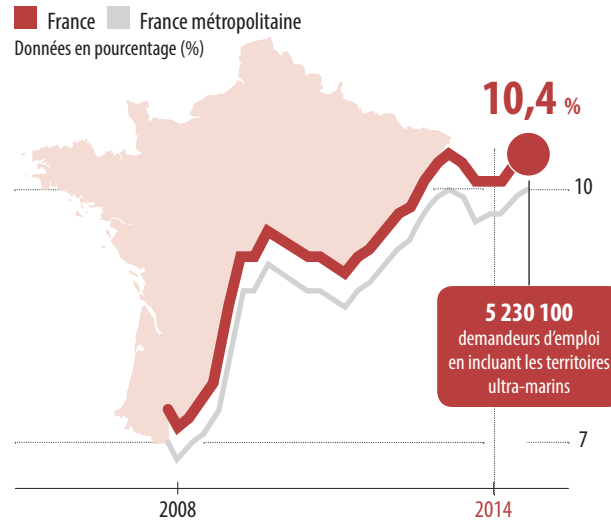
Le taux de progression de la croissance



Source : Fonds monétaire international (FMI), INSEE.

### CHÔMAGE EN FRANCE : SEPT ANS DE HAUSSE

Le taux de progression du chômage



Source : INSEE.

# QUANTITATIVE EASING (QE) : UNE POLITIQUE INÉDITE DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

La crise économique et financière a conduit la Banque centrale européenne (BCE) à prendre de nombreuses décisions visant à modifier les caractéristiques de ses opérations traditionnelles ou à mettre en œuvre des mesures dites non conventionnelles.

C'est dans ce cadre qu'elle a décidé en janvier 2015 de lancer un programme étendu d'achat d'actifs de 1100 milliards d'euros (quantitative easing) destiné à fournir en masse des liquidités pour lutter contre le risque de déflation en achetant des titres d'État sur le marché secondaire.

Si l'assouplissement quantitatif constitue une politique inédite en Europe, il a été engagé ailleurs : ainsi le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis ont lancé de tels programmes, notamment dans le sillage de la crise financière de 2008.



**LA MAÎTRISE DE L'INFLATION,  
LE RÉTABLISSEMENT  
DU MARCHÉ INTERBANCAIRE**  
Zoom sur 2 des décisions de la BCE :

## LA MODIFICATION DES CARACTÉRISTIQUES DE SES OPÉRATIONS TRADITIONNELLES

L'extension du collatéral (c'est-à-dire des titres qu'elle prend en garantie de ses refinancements), l'allongement de la maturité des opérations de refinancement et la fourniture de liquidités à taux fixe et intégralement servies.

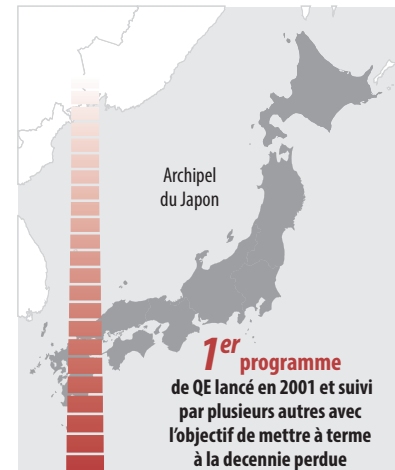
## LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES NON CONVENTIONNELLES

L'achat de titres d'États en crise sur le marché secondaire ou d'achats illimités de titres d'États bénéficiant d'un programme dans le cadre du mécanisme européen de stabilité, afin de démontrer l'engagement de la BCE à préserver l'unité de la zone Euro.

### Le programme étendu d'achat d'actifs : « quantitative easing »

Il est destiné à fournir en masse des liquidités pour lutter contre le risque de déflation et peser sur les coûts de financement en achetant des titres d'État sur le marché secondaire et alimenter en liquidités l'économie de la zone Euro.

## L'EXEMPLE NÉGATIF DU JAPON



Au Japon les différents plans d'assouplissement quantitatif n'ont pas permis de relancer durablement la croissance et l'inflation ; la stratégie de la BCE, dans un contexte qui n'est pas le même, n'est donc pas nécessairement gagnante car elle suppose que les liquidités qu'elle fournit soient réinjectées dans l'économie.

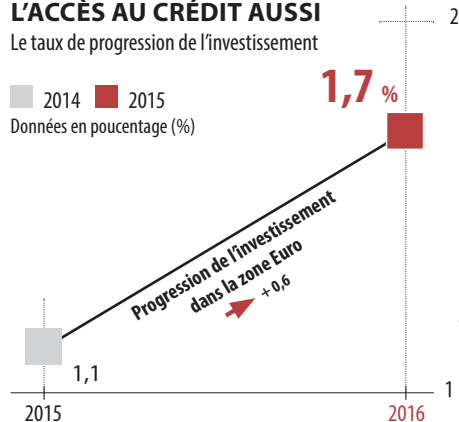
# FINANCER L'ÉCONOMIE RÉELLE

La crise a impacté l'investissement dans la zone euro: l'investissement public, contraint par des politiques de restriction budgétaires dans de nombreux pays, a été fortement réduit. Pour les entreprises, la faiblesse de la demande, la timidité de la reprise demeurent un frein à l'investissement. Pour les ménages, l'incertitude sur l'emploi et sur le revenu à venir inhibe les velléités d'achat. La nouvelle stratégie de la BCE vise à améliorer le financement de l'économie réelle : baisse des taux, volume plus élevé de fonds prêtables favoriserait ainsi l'investissement.

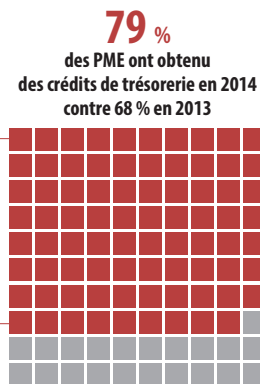
## PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : L'INVESTISSEMENT PROGRESSE, L'ACCÈS AU CRÉDIT AUSSI

Le taux de progression de l'investissement

■ 2014 ■ 2015  
Données en pourcentage (%)



Sources : Commission européenne, Banque de France.

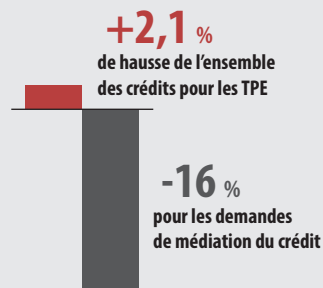


## AMÉLIORER LA DISTRIBUTION DU CRÉDIT POUR LES TRÈS PETITES ENTREPRISES

Les très petites entreprises (TPE) constituent un gisement important de création d'emplois. La médiation du crédit note un recul de leur demande de crédit.

L'autocensure des dirigeants de ces entreprises les conduit souvent à ne pas solliciter de crédits risquant d'être refusés par les banques.

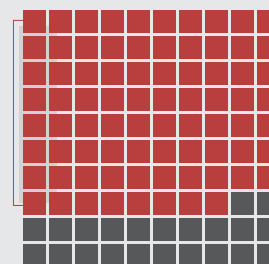
Un effort important doit être fait pour que la politique d'assouplissement quantitatif puisse irriguer, aussi, ces entreprises.



85 % des chefs d'entreprises prévoient une année atone



78 % des TPE ont obtenu des crédits d'investissement en 2014



Sources : Banque de France, La médiation du crédit, baromètre Ifop pour Fiducial.

# DÉPENSE PUBLIQUE : UNE ORIENTATION DÉLIBÉRÉMENT SOCIALE

## Le choix du modèle social

Le choc de la crise alors que le chômage persiste est amorti par le rôle économique et social des dépenses de transfert.

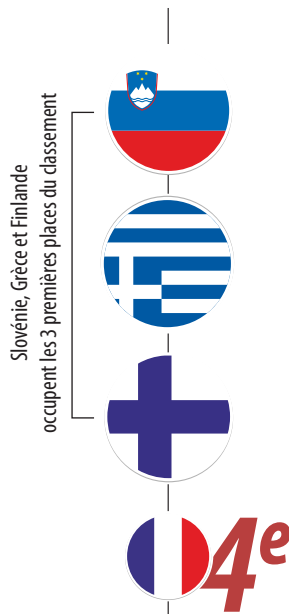
L'exception française en matière de dépenses publiques tient avant tout au haut niveau de socialisation de notre système de protection sociale auquel les Français sont restés très attachés.

## Evaluation et efficacité du Service public

Pour que la dépense publique soit efficace, elle doit être préalablement évaluée. Mais la réduction de la dépense publique ne doit pas peser sur l'efficacité du Service public ou sur les moyens affectés aux missions régaliennes : l'évaluation doit se faire dans le cadre plus général de l'efficacité du Service public.

## CLASSEMENT

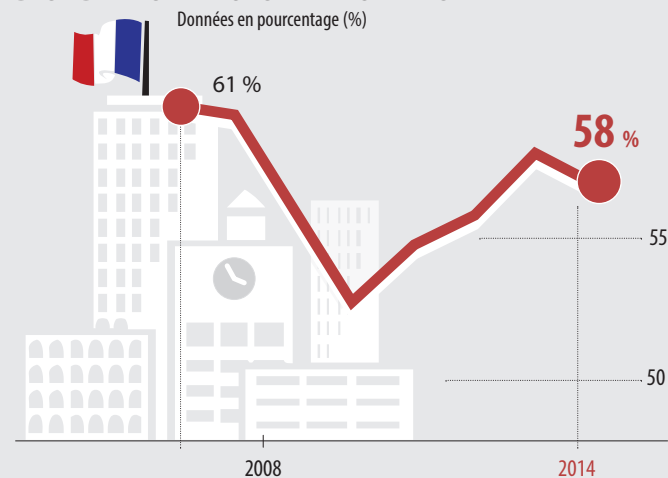
La France atteint le 4<sup>e</sup> rang au sein de l'UE des pays au plus fortes dépenses publiques



## L'ÉVOLUTION DE LA DÉPENSE DES ADMINISTRATIONS TERRITORIALES

Les dépenses des collectivités territoriales sont dynamiques mais leur dette demeure globalement maîtrisée. Cette augmentation résulte notamment de l'impact des mesures de décentralisation et d'un accroissement des compétences du fait de transferts de l'État.

## L'ÉVOLUTION DU POIDS DE L'INVESTISSEMENT DES ADMINISTRATIONS TERRITORIALES

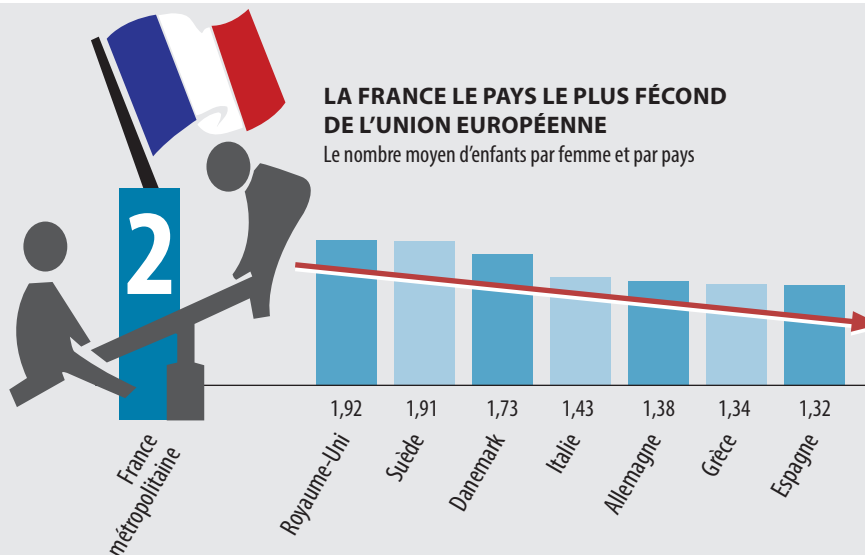


Source : INSEE (base 2010).

## DES ATOUS FORTS POUR L'ACTIVITÉ ET L'UNITÉ NATIONALE

Face à la tentation du déclin qui s'appuie parfois sur des thèses économiques anciennes mais aussi souvent sur la volonté de dénigrer le modèle français, la France bénéficie d'atouts forts pour l'activité et l'unité nationale. Certes la société française a considérablement changé en 50 ans et le rôle de la France est désormais à relativiser dans un monde multipolaire mais on oublie peut-être trop vite par exemple que la France est la 6<sup>e</sup> puissance économique mondiale, qu'elle jouit d'un cadre institutionnel stable et d'une démographie plutôt favorable, de services publics diversifiés etc.

### UNE DÉMOGRAPHIE DYNAMIQUE



Selon l'INSEE, la population française s'est accrue de 6,2 millions en dix ans, (+10 %). Cette évolution s'obtient principalement par l'accroissement du solde naturel, qui s'établirait en 2014 à 264 000 alors que le solde migratoire resterait limité autour de 33 000.

Les espérances de vie continuent à progresser et placent la France bien au-dessus de la moyenne des pays d'Europe ; la France reste en outre un des pays les plus féconds de l'Union.

Sources : INED, Eurostat.

# UNE DESTINATION PRIVILÉGIÉE...

Située à l'ouest du continent européen, entre les pays du nord et du sud de l'Europe, soumise à un climat tempéré, la France bénéficie d'un positionnement ouvert sur l'océan et la Méditerranée. Elle jouit d'une variété de paysages, d'une production artistique et notamment architecturale qui en fait l'une des principales destinations touristiques au monde. C'est aussi la richesse des territoires, la diversité des savoir-faire entretenus par la politique de valorisation du patrimoine, ainsi que la réputation d'une gastronomie saluée pour sa diversité et sa qualité qui expliquent cet attrait.

En effet, en 2014 comme en 2013, la France occupait le 1<sup>er</sup> rang des pays visités dans le monde, largement devant les États-Unis, en termes de nombres de touristes même si elle ne se situe qu'en troisième position en termes de recettes (après les États-Unis et l'Espagne).

## LA FRANCE NUMÉRO UN DU TOURISME

**1<sup>er</sup> rang**  
des pays visités  
dans le monde



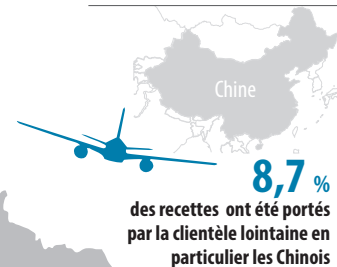
**84 millions d'entrées**  
recensées sur le territoire

**43 Mds d'euros de recettes touristiques,**  
**511 fois plus que le nombre d'entrées**

**285 000**  
entreprises travaillent dans  
le secteur du tourisme

**168 Mds €**  
c'est le montant du chiffre  
d'affaires du tourisme en  
France

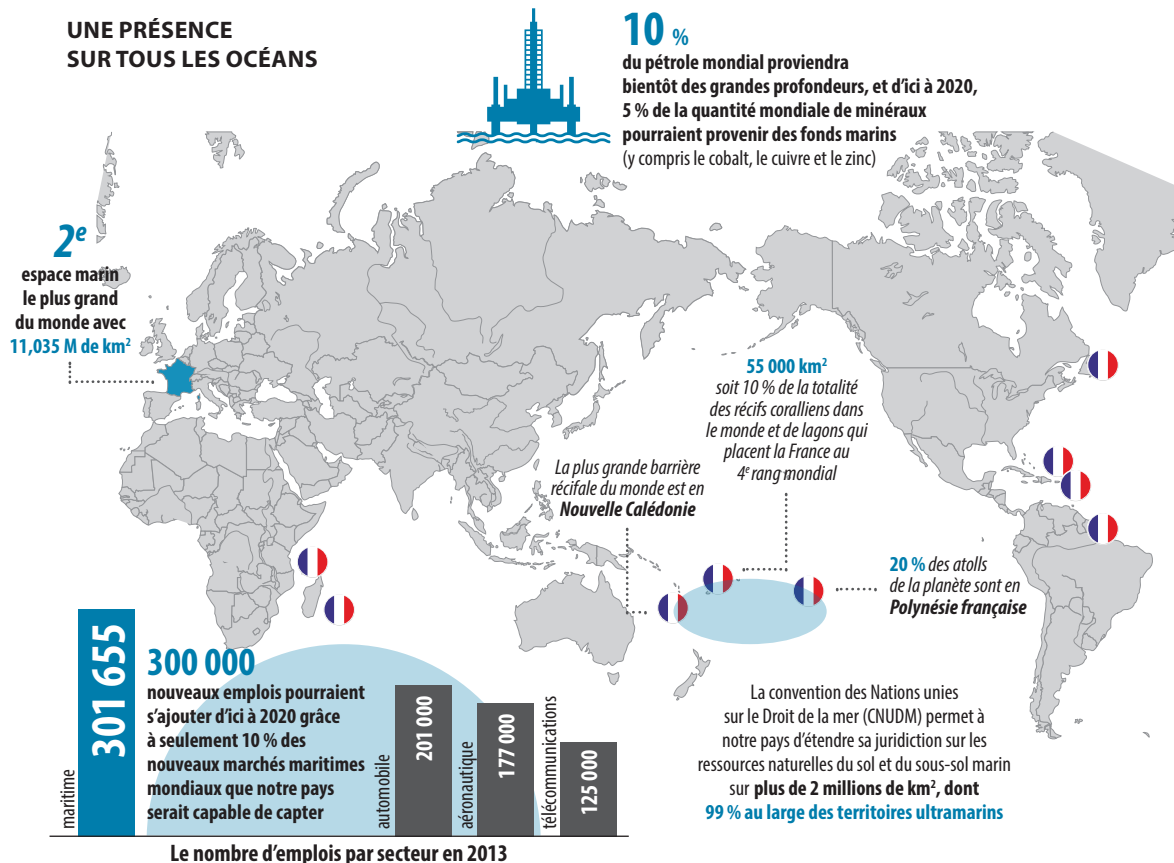
**1 million**  
C'est le nombre d'emplois  
que génère le secteur



Sources : ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Économie, de l'Industrie et du numérique.

# ...UN ESPACE MARITIME CONSIDÉRABLE

UNE PRÉSENCE  
SUR TOUS LES OCÉANS



Le nombre d'emplois par secteur en 2013

## Un espace de 2 millions de km<sup>2</sup>

Dans un contexte mondial de raréfaction des ressources terrestres et de compétition économique exacerbée, la valorisation des ressources naturelles marines (énergétiques, minières, biologiques et génétiques) constitue un enjeu majeur pour le développement durable de notre pays. L'exploitation de telles ressources, non renouvelables, doit toutefois être envisagée de manière durable, ce qui suppose de respecter les équilibres naturels afin de ne pas dégrader les écosystèmes. Les grands enjeux des océans au XXI<sup>e</sup> siècle et les atouts maritimes de la France sont largement méconnus de nos concitoyens et ignorés par nos élites. La mer offre pourtant à notre pays un réel potentiel de développement qui justifie la mise en place d'une véritable politique maritime intégrée, aujourd'hui inexistante.

Sources : Christian Buchet, Cluster maritime français.

# DES HOMMES, DES ENTREPRISES, DES TERRITOIRES : UNE COMBINAISON À HAUT POTENTIEL

La France dispose de bien d'autres atouts qui se fondent sur la combinaison entre hommes, entreprises et territoires.

Ainsi, la diversité de nos territoires, le savoir-faire des exploitants et des entrepreneurs ont porté notre pays à l'excellence dans le domaine agricole et agroalimentaire ; de même les différents savoir-faire (cuisine, artisanat etc.) figurent parmi les attraits touristiques de notre pays.

Le tissu industriel français couvre un spectre très large : de nombreuses entreprises, dans des domaines différents (industrie, grande distribution,

institutions financières...), jouissent d'une réputation mondiale. Grands groupes, PME, TPE mais aussi jeunes pousses participent à la vitalité du tissu productif. La France serait l'un des pays les plus dynamiques en termes de création de start-up.

Enfin, des formes juridiques variées, la vitalité du tissu associatif et la présence de services publics, poursuivant l'intérêt général et souvent cités comme des atouts pour l'économie française constituent autant d'éléments favorables à l'activité.

## LA FRANCE AU 4<sup>e</sup> RANG MONDIAL DES PAYS EXPORTATEURS D'AGROALIMENTAIRE

**11,6 Mds €**  
d'exédent des échanges agricoles et  
agroalimentaires français en 2013



**+ 3,3 %**  
de progression des exportations  
totales françaises en 2013

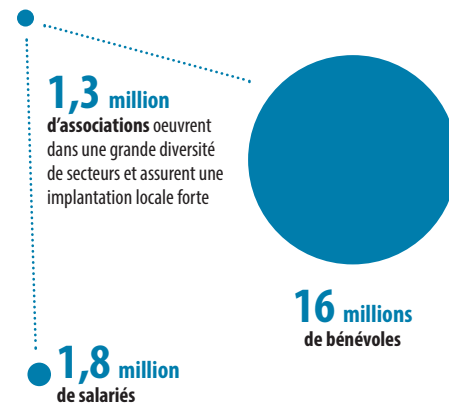
## LES JEUNES ENTREPRISES EMBAUCHENT

L'ensemble des jeunes entreprises  
(âgées de 5 ans ou moins)  
de moins de 50 salariés :

représentent	sont responsables de	sont responsables de
<b>11 %</b> de l'emploi total	<b>33 %</b> des emplois créés	<b>17 %</b> des emplois supprimés

Sources des graphiques : Panorama des industries agroalimentaires, OCDE, ministère de la Vie associative.

## LES ASSOCIATIONS, UNE RICHESSE POUR LA FRANCE



## UN PACTE ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

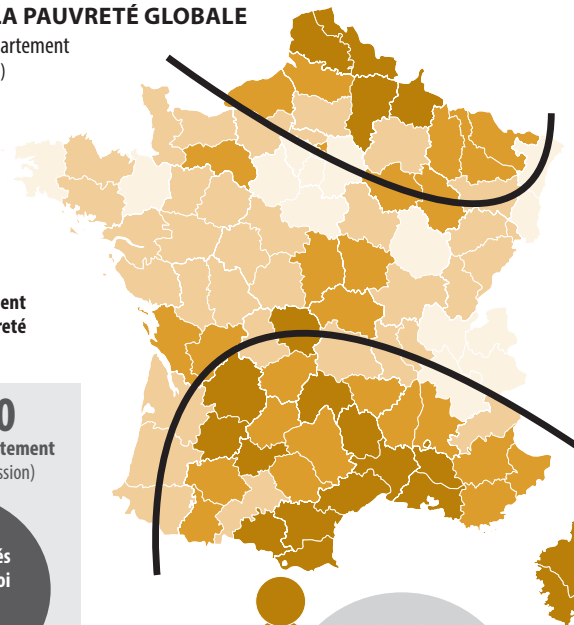
Le rapport 2015 s'inscrit dans le prolongement du rapport 2014 qui mettait en exergue plusieurs fractures dans la société française. Plus que jamais le sursaut ne peut qu'être le fruit d'une conception et d'une action partagée entre tous les acteurs (sociaux, économiques, politiques, associatifs), où chaque acteur respectant, la légitimité des autres, contribuera à resserrer les fils qui constituent le tissu même de notre société.

Le modèle social français, bâti à partir du programme du Conseil national de la Résistance était fondé sur une analyse macro-économique keynésienne, et sur la notion de « sécurité » qui devrait accompagner les travailleurs, les agents économiques, les familles, tout au long de leur parcours de vie. Cette solidarité nationale nécessite d'être confortée alors même que la forte croissance économique qui en garantissait la soutenabilité n'est plus au rendez-vous.

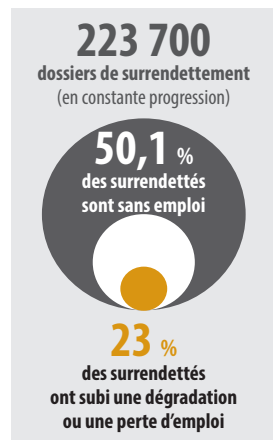
Comment assurer la soutenabilité de notre pacte social en période de faible croissance et de chômage massif à un moment où le consentement à l'impôt diminue et l'État se désengage ? C'est une question essentielle, qui nécessite une approche tout à la fois de court et de long terme et que les pouvoirs publics ne doivent pas esquiver.

### LE CONSTAT DE LA PAUVRETÉ GLOBALE

Taux de pauvreté par département  
Données en pourcentage (%)



**13,9 %**  
des personnes se situeraient en deçà du seuil de pauvreté (987 euros mensuels)



Sources : INSEE (2004), Banque de France.

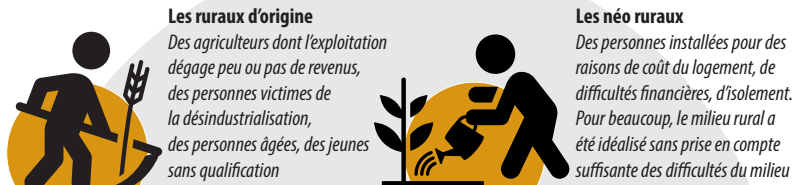
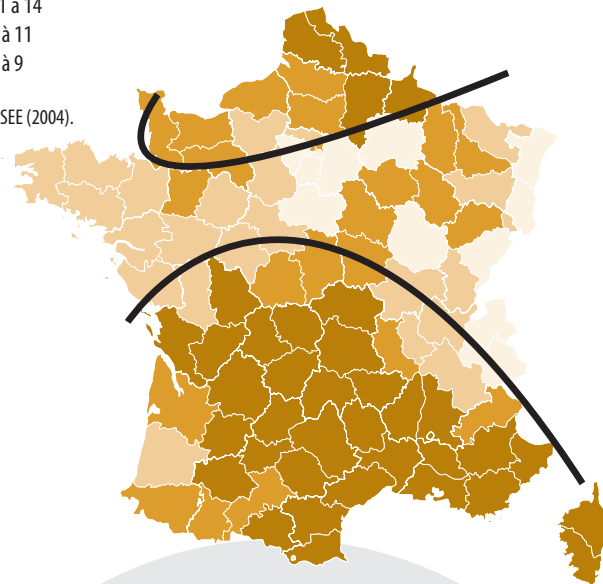
## LE CONSTAT DE LA PAUVRETÉ RURALE

Taux de pauvreté par département

Données en pourcentage (%)

- De 14 à 18
- De 11 à 14
- De 9 à 11
- De 6 à 9

Source : INSEE (2004).



### Les ruraux d'origine

*Des agriculteurs dont l'exploitation dégage peu ou pas de revenus, des personnes victimes de la désindustrialisation, des personnes âgées, des jeunes sans qualification*

### Les néo ruraux

*Des personnes installées pour des raisons de coût du logement, de difficultés financières, d'isolement. Pour beaucoup, le milieu rural a été idéalisé sans prise en compte suffisante des difficultés du milieu*

**Deux catégories de population en situation de précarité en milieu rural**

# LA PERSISTANCE DE LA PAUVRETÉ

La crise a été un accélérateur de pauvreté : en Europe, elle touche 84 millions de personnes. L'emploi ne représente plus un rempart contre la pauvreté. Il faut se méfier des concepts en la matière souvent réducteurs : ainsi la pauvreté « monétaire » est loin de couvrir toutes les dimensions de la pauvreté, comme la pauvreté dite en conditions de vie.

Les banlieues sont souvent des terres d'exclusion et en dépit des dispositifs publics et privés, l'action demeure insuffisante et mal coordonnée. Les territoires ruraux révèlent de nouvelles zones de pauvreté qui frappe à la fois des ruraux d'origine et de nouveaux arrivants ; en raison de la fragmentation des populations, beaucoup demeurent à l'écart des dispositifs sociaux.

La politique familiale demeure un outil essentiel dans la lutte contre la pauvreté et l'isolement. Protéger la cellule familiale, lutter contre les inégalités scolaires, culturelles et sociales dont peuvent souffrir les enfants des familles défavorisées est autant une nécessité que la mise en œuvre d'une solidarité inscrite dans notre pacte social.

Alors qu'au niveau européen la Stratégie de Lisbonne avait fixé comme objectif un taux d'emploi des femmes supérieur à 60 %, la conciliation entre vie familiale et professionnelle répond à un impératif économique dont le poids doit être justement partagé.

# LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS : UNE MENACE POUR LA COHÉSION

Les politiques d'austérité et la consolidation budgétaire à marche forcée continuent à diffuser leurs effets sur l'économie de la zone euro et de la France : ainsi la France serait en deça de son potentiel.

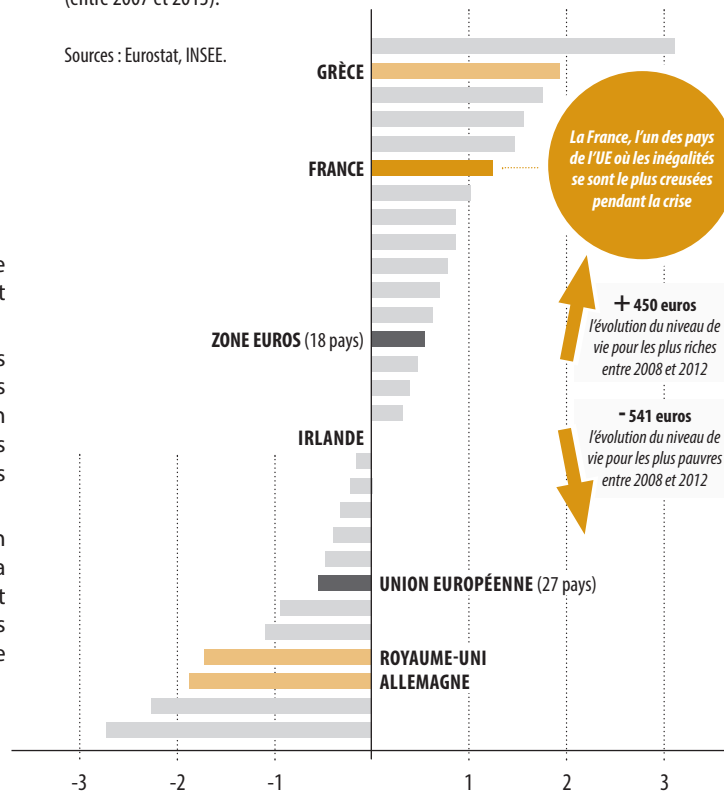
Avec l'augmentation de la pauvreté et de la vulnérabilité des populations les plus fragiles, c'est à un accroissement des inégalités que les politiques d'austérité ont conduit. Entre 2008 et 2011, selon l'Observatoire des Inégalités, le niveau de vie moyen des catégories supérieures aurait progressé alors que celui des employés et des ouvriers se serait dégradé

Selon Eurostat, la France est d'ailleurs l'un des pays de l'Union Européenne où les inégalités se seraient le plus creusées pendant la crise. Or, les principes issus du Conseil national de la Résistance visaient précisément à protéger les plus faibles au sortir de la guerre. De telles évolutions sont de nature à mettre en question l'efficacité même de notre modèle et en danger la cohésion nationale.

## LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS

L'évolution du ratio entre les 10 % des revenus les plus élevés et les 10 % des revenus les plus faibles (entre 2007 et 2013).

Sources : Eurostat, INSEE.



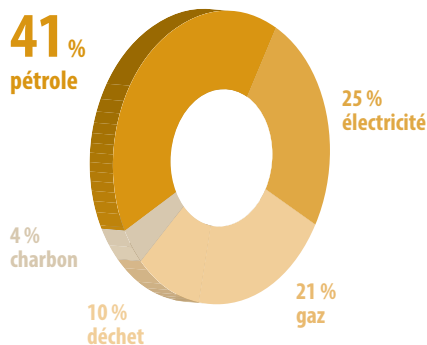
# DES STRATÉGIES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES CONVERGENTES

Le temps est fini où l'on tentait d'opposer l'économique, le social et l'environnemental. Dans une époque de faible croissance, la transition énergétique peut se révéler gisement d'emplois. C'est notre modèle même de croissance qui doit être aujourd'hui questionné : la ponction sur des ressources naturelles non renouvelables met en danger l'équilibre naturel de la planète ; la pollution dans les grandes villes devient peu à peu insupportable et soulève des questions de santé publique. Dans ce contexte, les enjeux de la conférence de Paris sur le climat de l'automne

sont considérables : il s'agit de parvenir à un accord contraignant pour limiter l'augmentation des températures à 2° C.

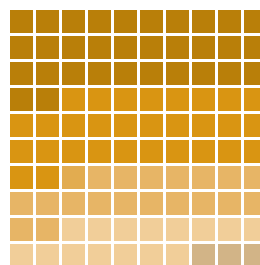
Or, plusieurs voies se dessinent pour mieux prendre en compte l'impératif écologique : l'économie circulaire par exemple ou la mise en œuvre d'une politique permettant d'orienter nos ressources vers l'investissement socialement et écologiquement utile et les dépenses d'avenir, au-delà d'un débat un peu stéréotypé entre politique de l'offre et politique de la demande.

## LE PÉTROLE RESTE LA PREMIÈRE ÉNERGIE CONSOMMÉE



Source : SOeS 2014.

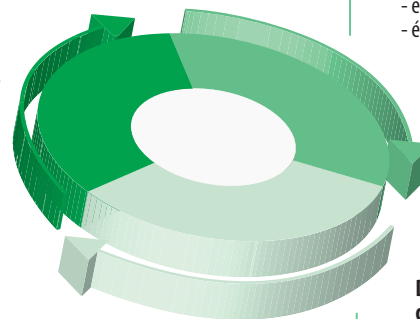
## La consommation d'énergie par secteur en 2013



32 % Transport  
30 % Résidentiel  
21 % Industrie  
15 % Tertiaire  
3 % Agriculture

## ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Gestion des déchets  
- recyclage



Offre des acteurs économiques  
- approvisionnement durable  
- éco-conception  
- écologie industrielle et territoriale  
- économie de la fonctionnalité

Demande et comportement des consommateurs  
- consommation responsable  
- allongement de la durée d'usage

Source : ADEME.

# Les recommandations du CESE

---

## Transformer l'essai de la reprise

La croissance reste fragile car le chômage demeure massif et l'investissement peine à reprendre : l'essai de la reprise doit donc être transformé ; il faut par exemple :

- encourager la culture de l'évaluation des politiques publiques et en particulier des politiques de lutte contre le chômage ;
- donner à la BCE mandat de collaborer aux objectifs de croissance ;
- conforter le pouvoir d'achat des ménages lorsque cela est possible, renforcer la formation tout au long de la vie et sécuriser les parcours professionnels ;
- soutenir les investissements qui s'inscrivent dans une stratégie de développement durable ;
- inviter les banques à s'engager sur le crédit aux PME et TPE ;
- mieux valoriser et défendre les ressources maritimes et permettre le développement de nos ports ;
- rechercher la stabilité et la lisibilité des normes et de la réglementation.

## Préserver la cohésion sociale

- faire de la justice sociale le pilier de toute vraie réforme fiscale ;
- lutter contre les inégalités en renforçant les moyens de l'école primaire ;

- mieux articuler les dispositifs de lutte contre la pauvreté et la précarité, actualiser les données sur la pauvreté rurale ;
- insister sur la nécessité du comportement exemplaire des élus ;
- lutter contre le dumping social et fiscal en Europe.

## Faire du développement durable un axe de développement

Le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte marque des progrès ; il faut aller plus loin et faire du développement durable un axe stratégique ; par exemple, les pistes suivantes peuvent être envisagées :

- exploiter le potentiel de la transition énergétique ;
- lutter plus efficacement contre la pollution des villes ;
- faire de la France le leader de l'agroécologie et de Paris une capitale verte ;
- renforcer la politique de recyclage ;
- rendre éligibles au collatéral accepté par la BCE des titres de dettes correspondants à des investissements verts ou à dimension sociale ;
- recourir à la fiscalité verte, à pression fiscale inchangée ;
- fixer un prix du carbone à l'échelle européenne.

# RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE

La rédaction de ce rapport a commencé alors que la France avait été frappée par des attentats meurtriers à l'origine d'une manifestation de grande ampleur témoignant d'un sursaut d'unité nationale et que l'Europe et la zone euro étaient confrontées à la crise financière grecque. La publication de ce rapport s'inscrit dans un contexte nouveau marqué par les défis auxquels les pays européens sont confrontés devant le flux de réfugiés en provenance des pays en guerre.

Ces nouveaux défis ne sauraient effacer ceux qui pré-existaient : le chômage de masse, les effets du vieillissement des populations, l'accroissement de la pauvreté et des inégalités et le réchauffement climatique. La conjugaison de ces défis, d'une complexité redoutable, rend nécessaires la cohésion du pays et le volontarisme politique. La France ne doit pas céder à la tentation du repli sur soi et du déclinisme : elle jouit d'atouts parfois sous-exploités qui interdisent de céder au pessimisme et doivent inviter à l'espérance.

Retrouvez l'intégralité du rapport sur [www.lecese.fr](http://www.lecese.fr)



## LE RAPPORTEUR



**Ancien journaliste parlementaire dans un grand quotidien national, Daniel-Julien Noël est avocat et président de la Chambre nationale des Professions libérales (CNPL).**

**Il siège au CESE au sein de la section de l'économie et des finances où il représente le groupe des professions libérales.**

## Contacts

**Daniel-Julien Noël,**  
**rapporteur**  
daniel-julien.noel@lecese.fr  
01 44 43 64 30

**La section de l'économie  
et des finances**  
ecofin@lecese.fr  
01 44 43 62 47